

PREFECTURE DES ALPES DE HAUTE-PROVENCE

Direction de l'Administration Générale  
et de la Réglementation

Bureau de la Réglementation

GR/MJM

- REPUBLIQUE FRANCAISE -

ARRETE PREFECTORAL N° 72-1232

modifiant l'arrêté préfectoral n° 72-765 du  
3 Mai 1972, autorisant la Société de Produits  
Chimiques Rhône-Progil à créer un dépôt de liquides  
inflammables "groupe colis", dans l'enceinte de  
l'Usine de SAINT-AUBAN.

LE PREFET DES ALPES de HAUTE-PROVENCE,

Vu la loi du 19 décembre 1917, modifiée sur les établissements dangereux,  
insalubres ou incommodes,

Vu le décret du 20 mai 1953 modifié fixant la nomenclature des établissements  
dangereux, insalubres ou incommodes,

Vu le décret n° 64-303 du 1er avril 1964 relatif aux établissements  
dangereux, insalubres ou incommodes,

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu la demande présentée le 14 septembre 1971 par M. le Directeur de l'Usine  
de SAINT-AUBAN de la Société de Produits Chimiques Rhône-Progil qui sollicite  
l'autorisation de créer un dépôt de liquides inflammables "groupe colis",

Vu les pièces annexées à cette demande,

Vu l'arrêté préfectoral n° 67-1741 du 4 octobre 1967 portant mise à jour des  
autorisations d'ouverture d'établissements classés en ce qui concerne les diverses  
fabrications ou transformations effectuées dans cet établissement,

Vu les rapports de M. le Directeur Départemental du Travail et de l'Emploi,  
Inspecteur des Etablissements classés, en date des 22 novembre 1971 et 27 décembre  
1971,

Vu les résultats de l'enquête de commodo et incommode ouverte par application  
des dispositions du décret du 1er avril 1964 susvisé,

Vu l'avis du commissaire-enquêteur en date du 27 Janvier 1972,

Vu l'avis de M. le Directeur Départemental de l'Equipement et du Logement en  
date du 5 octobre 1971,

Vu l'avis de M. le Directeur Départemental de l'Action Sanitaire et Sociale  
en date du 19 octobre 1971,

Vu l'avis de M. le Directeur Départemental de la Protection Civile en date  
du 27 septembre 1971,

Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 7 avril 1972,

Vu l'arrêté préfectoral n° 72-765 du 3 mai 1972, autorisant la Société de  
Produits Chimiques Rhône-Progil à SAINT-AUBAN, à créer un dépôt de liquides inflam-  
mables "Groupe Colis" dans l'enceinte de l'Usine,

Vu la demande présentée le 24 mai 1972 par la Société de Produits Chimiques  
Rhône-Progil à SAINT-AUBAN, tendant à obtenir la modification de l'article 1er de  
l'arrêté préfectoral n° 72-765 du 3 mai 1972,

Vu l'avis de M. le Directeur Départemental du Travail et de l'Emploi,  
Inspecteur des Etablissements classés, en date du 26 mai 1972,

.../

Sur la proposition de M. le Secrétaire Général des Alpes de Haute-Provence,

A R R E T E :

Article 1er. - L'article 1er de l'arrêté préfectoral n° 72-765 du 3 mai 1972 est modifié ainsi qu'il suit:

M. le Directeur de la Société de Produits Chimiques Rhône-Progil à SAINT-AUBAIN est autorisé aux fins de sa demande à créer un dépôt de liquides inflammables "groupe Colis" (établissement rangé à la 1ère classe) dont la capacité globale n'excédera pas 600 m<sup>3</sup> et comprendra;

- des liquides particulièrement inflammables,
- des liquides inflammables de 1ère catégorie,
- des liquides inflammables de 2ème catégorie,
- des solides inflammables,

sous les réserves suivantes;

Ce dépôt sera implanté et constitué conformément aux plans joints à la demande.

Toute modification, soit sur les plans, soit dans la destination du dépôt fera l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Le dépôt, dans sa construction, son aménagement et son exploitation sera soumis aux règles d'aménagement intérieur des dépôts d'hydrocarbures liquides approuvés par la commission interministérielle des dépôts d'hydrocarbures dans sa séance du 20 avril 1948 modifiée et complétée par les instructions du 18 octobre 1958,

Les bâtiments servant de dépôt seront très largement aérés,

Le local utilisé autrefois comme vestiaire sera soit démolit, soit neutralisé.

Les accès de ce local seront condamnés et les clés en seront remises à un préposé responsable qui ne les délivrera que sur ordre express.

Les installations électriques seront déconnectées; on ne pénétrera dans ledit local qu'après s'être assuré que son atmosphère n'est pas dangereuse,

Le dépôt de liquides particulièrement inflammables, limité au dixième de la capacité totale du groupe se fera à l'extérieur dans un emplacement bien délimité et signalé par un panneau très lisible "liquides particulièrement inflammables" et séparé du reste du dépôt par une clôture grillagée. Un accès direct fera communiquer cet emplacement avec l'extérieur.

Seuls seront admis dans cet emplacement et dans une zone située à 5 mètres autour des véhicules ou engins susceptibles de fonctionner sans danger dans cette zone.

.../

Article 2. - MM. le Secrétaire Général des Alpes de Haute-Provence, le Sous-Prefet de FORCALQUIER, le Maire de CHATEAU-ARNOUX, le Directeur Départemental du Travail et de l'Emploi, Inspecteur des Etablissements classés, le Directeur Départemental de la Protection Civile, le Directeur Départemental de l'Agriculture, le Directeur Départemental de l'Equipement et du Logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. le Directeur de la Société de Produits Chimiques Rhône-Progil à SAINT-AUBAN.

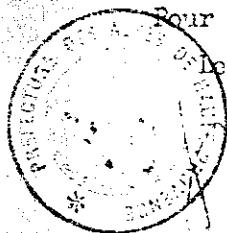
DIGNE, le 20 Juin 1972

LE PREFET,

Jean-Marie ARBELOT.

Pour copie conforme

au Directeur,



R. PIERROT